

**France-Bussy-Saint-Georges: Construction management services**

OJ S 199/2019 15/10/2019

**Contract notice****Services****Legal Basis:**

Directive 2014/24/EU

**Section I: Contracting authority**

---

**I.1. Name and addresses**

Official name: Commune de Bussy-Saint-Georges

Postal address: place de la Mairie

Town: Bussy-Saint-Georges

NUTS code: FR102 Seine-et-Marne

Postal code: 77600

Country: France

E-mail: [Marches@bussy-saint-georges.fr](mailto:Marches@bussy-saint-georges.fr)**Internet address(es):**Main address: <https://www.bussysaintgeorges.fr/>Address of the buyer profile: <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>**I.3. Communication**The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: [https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent\\_detail.do?](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2019_gaMolU4avC)[PCSLID=CSL\\_2019\\_gaMolU4avC](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2019_gaMolU4avC)

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: [https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent\\_detail.do?PCSLID=CSL\\_2019\\_gaMolU4avC](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2019_gaMolU4avC)**I.4. Type of the contracting authority**

Regional or local authority

**I.5. Main activity**

General public services

**Section II: Object**

---

**II.1. Scope of the procurement****II.1.1. Title**

Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction d'équipements publics sur la commune de Bussy-Saint-Georges

Reference number: 2019-019

**II.1.2. Main CPV code**

71540000 Construction management services

**II.1.3. Type of contract**

Services

#### **II.1.4. Short description**

La présente consultation concerne la passation de 1 accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents relatif à 1 mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction de bâtiments communaux.

#### **II.1.5. Estimated total value**

#### **II.1.6. Information about lots**

This contract is divided into lots: no

### **II.2. Description**

#### **II.2.2. Additional CPV code(s)**

71312000 Structural engineering consultancy services, 66171000 Financial consultancy services, 79111000 Legal advisory services

#### **II.2.3. Place of performance**

NUTS code: FR102 Seine-et-Marne

Main site or place of performance: Territoire communal de Bussy-Saint-Georges

#### **II.2.4. Description of the procurement**

La présente consultation concerne la passation de 1 accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents relatif à 1 mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction de bâtiments communaux. La consultation engagée vise la conclusion de 1 accord-cadre dans le cadre d'une procédure ouverte tels que réglementés par les articles L. 2125-1 1o, R. 2162-1 à R. 2162-9 et L. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre a pour objet d'établir les termes régissant les marchés subséquents à passer pour la réalisation des prestations suivantes:

— 1 mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction du groupe scolaire GS 11 - ZAC du Sycomore,

— 1 mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction du groupe scolaire GS 12 - ZAC du Sycomore,

— 1 mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction du groupe scolaire GS 13 - ZAC du centre ville,

- 1 ou plusieurs mandats de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction de 1 ou plusieurs groupes scolaires provisoires sur des terrains de la commune,

— 1 ou plusieurs mandats de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction de crèches,

— 1 ou plusieurs mandats de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction d'équipements sportifs (exemples: gymnase, city park),

— 1 ou plusieurs mandats de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la construction de parkings publics intégrés ou non aux constructions listées ci-dessus.

L'accord-cadre est conclu avec 1 minimum et sans maximum: — en quantité: minimum: 2 mandats.

#### **II.2.5. Award criteria**

Criteria below

Quality criterion - Name: Technique (les sous-critères sont énoncés et détaillés au sein du règlement de la consultation) / Weighting: 70

Price - Weighting: 30

#### **II.2.6. Estimated value**

#### **II.2.7.**

## **Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system**

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: no

### **II.2.10. Information about variants**

Variants will be accepted: no

### **II.2.11. Information about options**

Options: no

### **II.2.12. Information about electronic catalogues**

Tenders must be presented in the form of electronic catalogues or include an electronic catalogue

### **II.2.13. Information about European Union funds**

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:  
no

### **II.2.14. Additional information**

## **Section III: Legal, economic, financial and technical information**

---

### **III.1. Conditions for participation**

#### **III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers**

List and brief description of conditions:

Le pouvoir adjudicateur applique le principe «dites-le nous une fois». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables ou encore de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais:

- de 1 système électronique de mise à disposition d'informations administré par 1 organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation,
- de 1 espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Si les documents fournis par 1 candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans 1 dossier «Candidature» les pièces suivantes:

- une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement,
- une déclaration sur l'honneur (Cf. modèle ci-joint en fin du règlement de la consultation) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés,
- la déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2) pour chacun des candidats,

- les pièces permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles:
  - l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle (Constructeur non réalisateur — CNR ou une garantie décennale),
  - 1 extrait de son bilan financier faisant ressortir le montant des prestations équivalentes à l'objet de la présente consultation,
  - références d'opérations réalisées dont la date du quitus donné au soumissionnaire est inférieure à 5 ans ou en cours de réalisation.

Les personnes publiques candidates doivent produire tous les documents utiles justifiant:

- s'agissant d'une collectivité territoriale et de leur groupement:
  - que leur candidature constitue le prolongement de leur mission de service public dont il ou elle a la charge, et que leur candidature ne compromet pas l'exercice de leur mission (respect de l'intérêt public local),
  - la candidature devra être signée du représentant légal de la collectivité ou du groupement, et accompagnée de la délibération autorisant le signataire à déposer ladite candidature, ou le cas échéant toute autre personne dûment habilitée, avec les décisions faites au délégataire pour l'autoriser à déléguer sa signature et le pouvoir donné au signataire,
- s'agissant des établissements publics: que les prestations objet du marché s'inscrivent dans le cadre de leur objet statutaire (respect du principe de spécialité) ou constituent le complément normal de leur mission statutaire et sont utiles à l'exercice de celle-ci,
- la candidature devra être signée du représentant légal de l'établissement public, et accompagnée de la décision autorisant le signataire à déposer ladite candidature, ou le cas échéant toute autre personne dûment habilitée, avec les autorisations du conseil d'administration données au représentant légal à déléguer sa signature, ainsi que le pouvoir donné au signataire.

## Section IV: Procedure

---

### IV.1. Description

#### IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

#### IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

#### IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

### IV.2. Administrative information

#### IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 06/11/2019 Local time: 16:00

#### IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

#### IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

#### IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 12/11/2019 Local time: 16:00

## Section VI: Complementary information

---

### VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

### VI.3. Additional information

Le présent accord-cadre mono attributaire à marché subséquent est conclu avec un minimum de 2 mandats et sans maximum. L'accord-cadre n'est pas alloti. L'accord-cadre sera conclu soit en candidat individuel, soit en groupement. Il ne sera exigé aucune forme particulière au groupement attributaire. Toutefois, dans le cas de 1 groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement. Il n'est pas autorisé de présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres de 1 ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'accord-cadre est passé, dans le respect des dispositions du code de la commande publique selon la procédure formalisée d'appel d'offres ouvert (art L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5). S'agissant de 1 contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage, les dispositions des articles L. 2422-5 à L. 2425-11 du code de la commande publique et en particulier celles de l'article L. 2422-8, s'appliquent à l'exécution du présent accord-cadre et ses marchés subséquents. Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres. Les candidatures et offres n'ont pas à être remises signées. L'accord-cadre transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire. Dans ce cas l'attributaire sera invité à une séance de signature manuscrite de ses pièces.

### VI.4. Procedures for review

#### VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Melun

Postal address: 43 rue du Général de Gaulle

Town: Melun Cedex

Postal code: 77008

Country: France

E-mail: [Grefte.ta-melun@juradm.fr](mailto:Grefte.ta-melun@juradm.fr)

Telephone: +33 160566630

Internet address: <http://melun.tribunal-administratif.fr/ta-caa/>

#### VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal administratif de Melun. Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes:

- référé pré-contractuel avant la signature du contrat (code de justice administrative, art. L. 551-1 et suivants),
- référé contractuel après la signature du contrat (code de justice administrative, art. L. 551-13 et suivants),
- recours pour excès de pouvoir contre les clauses réglementaires du contrat: 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée,
- recours de pleine juridiction ouvert aux tiers au contrat, assorti ou non de 1 référé suspension et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

### VI.5.

**Date of dispatch of this notice**

10/10/2019